



Pour lire nos documents de référence et la version malgache de nos lettres, consultez notre blog à l'adresse : <http://Madagascar-Resistance.blog4ever.com>

Madagascar Résistance

Lettre numéro 40 –décembre 2010

Se préparer à l'après crise (troisième partie)

Tôt ou tard, cette parenthèse tragique dans l'histoire malgache que constitue l'existence du pouvoir illégal se fermera.

Telle est notre inébranlable conviction.

Mais avons-nous encore, face à la force brutale et à une oppression de plus en plus éhontée, la possibilité d'agir afin de faire en sorte qu'elle se ferme le plus tôt possible ?

Notre réponse est Oui ! Malgré les apparences, nous le pouvons. Il existe de nombreux domaines d'action dans lesquels nous pouvons et devons nous engager.

RENFORCER ENCORE ET TOUJOURS LES CONVICTIONS LEGALISTES ET REPUBLICAINES

Pour accélérer la fin de cette dictature, il nous faut renforcer encore et toujours nos convictions et celles de nos compagnons de lutte. Dans nos foyers, entretenons l'esprit de résistance et encourageons-nous les uns les autres. Dans nos quartiers, dans les cercles et associations dont nous sommes membres, partageons les informations dont nous disposons et plus particulièrement les informations reçues de l'extérieur qui ne sont pas accessibles à ceux ne disposant pas de l'internet. Car le fait de pouvoir situer ce qui arrive à Madagascar dans son contexte historique et géopolitique permet de comprendre les enjeux réels et de révéler le dessous des cartes. L'effet galvanisateur est garanti, tant l'indignation est grande. A titre d'exemple, nous recommandons à nos lectrices et lecteurs de visionner un excellent documentaire intitulé « *Le salaire de la dette* » divisé en quatre parties en allant sur les liens suivants :

1^{ère} partie : http://www.youtube.com/watch?v=X_OeNQXlqc4&feature=related

2^{ème} partie : <http://www.youtube.com/watch?v=qSXsrKxhMH8&feature=related>

3^{ème} partie : <http://www.youtube.com/watch?v=FV6exbtUN1Q&feature=related>

4^{ème} partie : <http://www.youtube.com/watch?v=V3h48frBuj8&feature=related>

Nous les invitons également à rechercher sur le net le documentaire, tout aussi éclairant, intitulé « *L'homme qui dirigeait l'Afrique* ». Nous leur recommandons aussi d'en partager les enseignements sans modération.

Oui, chacun d'entre nous peut et doit agir, là où nous nous trouvons, pour aider à la prise de conscience du crime contre la nation que constitue un coup d'Etat et du mal absolu contre l'Afrique que constitue la persistance actuelle des méthodes de la Françafrique dans les Etats francophones. Cette prise de conscience est le meilleur antidote contre la peur ou la tentation du découragement lorsque la force brutale semble marquer des points.

PASSER A L'ACTE CHAQUE FOIS QUE NECESSAIRE

Nous devons systématiquement traduire en actes concrets ce que nous estimons qu'il y aurait lieu de faire. Et là, beaucoup peut être fait. Certains événements exigent ainsi de nous des actions immédiates. Pour rappel, dans notre Lettre n°39, nous écrivions que des adversaires du retour de la légalité et de la démocratie étaient venus à Madagascar « en service commandé ». Nous lançons alors un appel pour que l'action anti-démocratique de ces élus français manifestant leur solidarité agissante envers les putschistes malgaches soit dénoncée énergiquement en France et auprès des instances de l'Union Européenne qui, elle, condamne de la manière la plus formelle le coup d'Etat.

Le fait que l'ambassadeur de France leur ait fait dernièrement écho, en persistant à présenter le récent référendum, pourtant discrédité par le nombre le plus élevé d'irrégularités observées dans un scrutin depuis vingt ans, comme un argument en faveur de la légitimisation du pouvoir putschiste, conforte notre analyse. Aussi, nous espérons que notre appel à l'action trouvera rapidement un écho, auprès notamment de nos lecteurs et lectrices résidant en Europe, pour qui certaines démarches seront facilitées par leur proximité avec les personnalités et organismes à sensibiliser.

Il s'agit là d'un exemple parmi d'autres de passage à l'action, un pas qu'il est possible à chacun de nous de franchir. La parenthèse illégale dont souffre aujourd'hui si cruellement Madagascar se fermera plus rapidement si chacun de nous passe ainsi à l'action sans attendre que d'autres en prennent l'initiative.

LE CAS RANJEVA ET LES REFLEXIONS QU'IL SUSCITE

Le harcèlement infligé au Professeur Raymond Ranjeva et à ses proches demande de notre part une double réaction : une action immédiate et une réflexion approfondie en vue d'une action à terme pour le futur. L'une des actions immédiates possibles pourrait prendre la forme d'un manifeste signé par le plus grand nombre possible de personnalités malgaches ou

étrangères, à adresser d'urgence à toutes les instances internationales, en particulier à la Cour Internationale de Justice de La Haye. (Voir en encadré à la fin de ce numéro une proposition de formulation, améliorabile bien entendu).

Quant à la deuxième action, nécessitant d'abord une réflexion approfondie, elle nous est inspirée par le constat suivant: **les médias français sont absolument silencieux sur cet évènement extraordinaire que constitue l'inculpation, pour complicité dans une mutinerie militaire, d'un ancien juge de la Cour Internationale de Justice et de surcroît son ancien Vice-président.**

Certes, nous savons combien il est actuellement difficile aux journalistes français de faire leur travail en toute indépendance. Il suffit de lire dans la presse écrite française de ces derniers mois les démêlés de nombreux journalistes avec le pouvoir en place pour s'en convaincre. Mais, **plus inquiétant, même les médias anglophones comme la BBC semblent également ignorer cet évènement. Et les médias africains étant principalement alimentés en informations par les agences de presse occidentales, il est fort à parier que les atteintes portées à l'honneur et aux droits du Professeur Ranjeva sont également inconnues de l'opinion publique africaine.**

Nous sommes convaincus que si Raymond Ranjeva avait été un ressortissant d'un pays du Moyen Orient, d'Asie ou d'Amérique Latine, le traitement qui lui est actuellement infligé aurait figuré dans les titres de l'actualité des chaînes de télévision et des journaux à Washington, Paris, Londres ou à Berlin.

Nous avons là un exemple cruel de l'inéquité du traitement des informations, dès lors qu'il s'agit de ce qui se passe en Afrique.

POUR UN NOUVEL ORDRE MONDIAL DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Ce scandaleux silence des médias occidentaux nous remet en mémoire le combat courageux mené dans les années 80 par **Amadou-Mahtar M'bow**, alors directeur général de l'UNESCO. (Voir ci-dessous un extrait de sa biographie en encadré)

Si l'on en croit l'hebdomadaire « Jeune Afrique », Amadou-Mahtar M'Bow « affiche un CV kilométrique », dont il est difficile de rendre pleinement compte. Extrait :

« Amadou-Mahtar M'bow est né en 1921. Après des études supérieures à Paris, il enseigne l'histoire et la géographie au Sénégal où il assurera la direction de l'éducation de base de 1952 à 1957. Ministre de l'éducation et de la culture pendant la période d'autonomie interne (1957-1958), il démissionne pour s'engager dans la lutte pour l'indépendance de son pays. Celle-ci acquise, il deviendra Ministre de l'éducation nationale (1966-1968), puis de la culture et de la jeunesse (1968-1970) et député à l'Assemblée nationale. Elu au Conseil exécutif en 1966, il est nommé Sous-Directeur général de l'UNESCO pour l'éducation en 1970. Directeur général en 1974, il sera réélu pour un deuxième mandat en 1980.

En 2008, âgé de 87 ans, il a accepté de présider les Assises nationales du Sénégal lancées par le Front Siggil Senegaal qui ont réuni pendant près d'un an les principaux partis d'opposition au pouvoir du président Abdoulaye Wade et des dizaines d'organisations diverses. Expérimenté et conscient de ses responsabilités, il avait auparavant rencontré le chef de l'État, les représentants de la société civile, ainsi que les dignitaires religieux. Le 24 mai 2009 il a officiellement prononcé la clôture des Assises. Après la fin des travaux, il a annoncé son intention de poursuivre la rédaction de ses Mémoires et de reprendre ses conférences. »

Sous son impulsion, une commission dirigée par Sean MacBride rédigea le célèbre rapport intitulé « *Many Voices, One World* » (*Voix multiples, un Seul monde*) qui présentait des recommandations pour établir un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication. **Parmi ces recommandations figurait notamment la création d'une agence de presse africaine, afin que les médias africains ne soient plus alimentés uniquement par les informations issues des agences de presse américaines et européennes.**

Cette initiative valut à Amadou-Mahtar M'bow des attaques virulentes de la part des Etats-Unis ainsi que de certains gouvernements européens et le rapport MacBride fut enterré. Car c'est bien connu, celui qui détient l'information et domine la communication détient le pouvoir, et le pouvoir ne se partage pas. C'est pourquoi les grandes puissances s'opposent encore aujourd'hui à la maîtrise par les Africains de l'information et de la communication concernant leur continent. **Ainsi, s'agissant de l'Afrique francophone, c'est la France qui décide seule de l'importance à accorder à tel ou tel évènement et de ce qui doit être porté ou non à la connaissance des Africains. Et ce qui arrive à l'une des plus grandes figures de l'intelligentsia malgache et du monde judiciaire international doit être un non évènement pour les publics français et africains.**

MAITRISER L'INFORMATION POUR POUVOIR S'UNIR

Si nous voulons préparer l'avenir de Madagascar, **qui est indissociable de l'avenir de l'Afrique continentale**, n'en déplaise à l'inénarrable « ministre des affaires étrangères » putschiste qui veut sortir la Grande Ile de la Communauté de Développement d'Afrique Australe (SADC), **ce rapport MacBride doit être « déterré » et relu avec attention.**

En effet, il y aura plus d'équité dans les relations de l'Afrique avec le reste du monde si les Africains sont plus unis et si leur voix se fait mieux entendre.

Mais pour être davantage unie et pour parler d'une même voix, l'Afrique doit tout d'abord maîtriser l'information et sa communication sur l'ensemble du continent. En effet, **comment renforcer l'unité entre Africains si les informations sur ce qui se passe dans l'un ou l'autre des Etats sont systématiquement filtrées et biaisées par des puissances étrangères à l'Afrique ?**

S'UNIR OU MOURIR : VOILA L'ENJEU

Kwame Nkrumah, premier président du Ghana, disait avec justesse au moment du retour des indépendances : « We must unite or die » (Nous devons nous unir ou mourir). Amadou-Mahtar Mbow, lui, a voulu un ordre mondial de l'information et de la communication plus équitable, **ce qui est une étape essentielle vers cette unité qui est aujourd'hui d'une nécessité encore plus vitale pour l'Afrique, face aux appétits suscités par les nouveaux rapports de forces dans le monde.**

De nouveaux blocs économiques se forment en Asie et en Amérique latine. Les Etats-Unis se battent jusqu'au bout pour sauvegarder ce qui peut l'être de leur puissance économique menacée par la Chine et les autres pays émergents. Les Européens cherchent leur place dans le nouvel ordre économique et politique mondial qui se met en place.

L'Afrique, où un demi-siècle de retour des indépendances, perturbé de plus par de lourdes influences étrangères (cf. les documentaires cités plus haut), ne pouvait pas suffire pour liquider l'héritage colonial, est aujourd'hui le continent le plus vulnérable car il regorge de richesses convoitées, tout en étant le moins uni et donc le moins à même de défendre ses intérêts.

Comment contribuer à faire en sorte que le grand projet du grand Africain qu'est Amadou-Mahtar M'bow puisse devenir une réalité ?

C'est l'un des thèmes de travail du think tank auquel nous convions nos lectrices et lecteurs à apporter leurs compétences. Contactez-nous pour intégrer ce groupe de travail.

Ensemble, préparons l'Afrique de demain !

Ensemble, préparons Madagascar à y tenir sa place!

Projet de manifeste en vue d'une collecte de signatures

Les signataires du présent manifeste considèrent les attaques actuelles menées par le pouvoir de fait instauré à Madagascar depuis 19 mois contre le Professeur Raymond Ranjeva, ancien Recteur de l'Université de Madagascar, ancien Juge à la Cour Internationale de Justice de La Haye et Vice-président de cette même Cour jusqu'à son récent départ à la retraite, comme une atteinte intolérable à l'honneur et aux droits de l'une des plus grandes figures de l'intelligentsia malgache et d'un juriste dont les compétences et l'intégrité sont internationalement reconnues.

Son déferrement au Parquet après une perquisition infructueuse de son domicile, sous l'inculpation de complicité avec une mutinerie perpétrée par un groupe de militaires, témoigne de l'instrumentalisation politique à outrance dans laquelle est plongé actuellement le système judiciaire de Madagascar et d'une grossière tentative d'intimidation visant à réduire au silence l'une des grandes voix malgaches ayant osé critiquer le pouvoir de fait maintenu par la force des armes et ayant osé condamner publiquement dans une récente déclaration l'arrestation de trois personnalités de l'opposition.

Nous faisons nôtre l'analyse du Professeur Raymond Ranjeva qui voit dans ces arrestations « une atteinte flagrante aux droits constitutionnels, aux droits politiques et publics du citoyen et aux droits de l'homme. La détention ainsi effectuée au mépris du droit et de la loi est une mesure de violence politique, un acte d'intimidation pour empêcher la libre expression démocratique des opinions. Ces actes et comportements déplorables sont universellement condamnés alors que l'honneur de Madagascar exige qu'il ne fasse pas partie du club des ennemis de la liberté et de la démocratie. Tous ces événements et ces pratiques confirment le bien-fondé, en droit et en raison, de notre revendication pour une transition neutre et sans parti pris, qui permette aux Malagasy d'exprimer leurs opinions, d'être entendus et de participer au processus national de vérité, de justice et de réconciliation dans un climat apaisé. » (Extrait de la déclaration du Professeur Raymond Ranjeva en novembre 2010)

Le professeur Raymond Ranjeva se trouve actuellement à son tour, victime des mesures de violence politique et des actes d'intimidation pour empêcher la libre expression démocratique des opinions que subissent de nombreux citoyens malgaches.

Le seuil de l'intolérable est atteint lorsque l'intimidation prend la forme d'une persécution des membres de la famille, comme cela a été le cas pour la fille du Professeur Raymond Ranjeva qui, bien qu'enceinte, a été arrêtée pour avoir protesté lors de la perquisition de son domicile, mise en garde à vue, emprisonnée et jugée le 30 novembre 2010 pour « insultes envers les forces de l'ordre ».

Nous appelons toutes les organisations internationales, notamment le Comité des droits de l'homme des Nations-Unies et la Cour Internationale de Justice de La Haye, à agir afin que soit mis un terme dans les délais les plus brefs à ces atteintes aux droits de l'homme à Madagascar.

[Merci de nous transmettre vos propositions d'amélioration à apporter à ce projet de manifeste en nous écrivant à notre adresse mail figurant en bas de page. Les modalités de collecte de signatures vous seront précisées dans notre prochain article\).](#)

Les Inconditionnels de Madagascar,
À l'Ile de la Réunion

